

GRANDS ECHOS LACS

● Publication mensuelle du Réseau Européen pour l'Afrique Centrale (EURAC) ●

● N° 93 – Décembre 2012 ●

www.eurac-network.org

► EDITORIAL Déverrouiller l'espace politique burundais en vue des élections de 2015

Tout au long de l'année 2012, EurAc a suivi de près les évolutions politiques au Burundi. Nous avons fustigé le non-engagement du gouvernement burundais dans le respect des droits humains et des libertés fondamentales. Nous avons en outre remarqué des manœuvres du parti au pouvoir visant à empêcher certains partis de l'opposition d'exercer leurs activités politiques. Cela s'est vu tout d'abord dans l'adoption de la [nouvelle loi sur les partis politiques](#) qui soumet tous les partis à des exigences qui risquent d'être utilisées pour rayer de la liste certains partis de l'opposition. Le manque d'accord entre le gouvernement et l'ADC-Ikibiri dans la mise en place de cette loi n'a fait que renforcer la méfiance entre le pouvoir et l'opposition extra-parlementaire. Alors que cette loi était sensée normaliser leurs relations, elle a été interprétée par beaucoup d'observateurs comme un acte de déstabilisation de plus, après les manœuvres du Ministre de l'intérieur visant à diviser certains partis politiques. Un mois après la conférence de Genève au cours de laquelle le gouvernement burundais s'était engagé à laisser l'opposition poursuivre ses activités politiques librement, les relations entre l'ADC-Ikibiri et le pouvoir se dégradent comme en témoignent les affrontements du 4 novembre 2012 entre la police et les militants de l'ADC-Ikibiri à Minago. Il en a été de même le 18 novembre 2012 à Gatumba, lorsque la police a dispersé brutalement les membres de l'ADC-Ikibiri au moyen du gaz lacrymogène et a frappé plusieurs de ses dignitaires dont Mmes Marina Barampama, ex 2ème Vice-présidente de la République et Euphrasie Bigirimana, ancien ministre du Commerce et M. Frédéric Bamvuginyumvira, vice-président du parti Sahwanya-FRODEBU, et d'autres. Le dernier évènement en date, qui nous pousse à croire qu'il y a une réelle volonté du pouvoir de verrouiller l'espace politique en privant l'opposition de ses libertés d'association, est l'élection en catimini des cinq candidats proposés par le chef d'Etat comme membres de la nouvelle CENI. Leur élection a eu lieu le 4 décembre 2012 et cette CENI est chargée d'organiser les élections de 2015. Ainsi donc, le pouvoir continue à consolider sa base en vue de ces élections en même temps qu'il verrouille l'espace politique au détriment de l'opposition qui ne peut pas réunir ses membres librement et dont beaucoup de leaders sont soit en exil soit en prison. Plus grave, les membres de la jeunesse du parti au pouvoir continuent à [semer la terreur](#) sur les collines. Dans ce contexte, on voit mal comment l'opposition sera capable de se préparer aux prochaines élections qui risqueront, au final, de constituer un nouveau recul du processus démocratique au Burundi. EurAc rappelle que le Burundi a un passé politique caractérisé par des violences massives. Il est donc vital en ce moment historique que les développements politiques récents ne deviennent pas une raison pour reprendre les armes et déstabiliser le pays tout entier. Pour ces raisons, EurAc lance un appel aux partenaires du Burundi en général, et à l'Union européenne en particulier, à exercer une plus grande pression sur les acteurs politiques burundais afin que chacun puisse jouer son rôle. De façon particulière, le gouvernement doit déverrouiller l'espace politique et rétablir les libertés des membres de l'opposition.

Donatella Rostagno
Secrétaire Exécutif d'EurAc

► SOMMAIRE

► Synthèse de l'actualité (p. 2-4)

- **Grands Lacs** : La vie très dure des enfants; Déclaration de la COSOC-GL sur la sécurité dans les Grands Lacs ; Soirée de gala pour la paix
- **RDC** : Prise de la ville de Goma par le M23 ; Colère et incompréhension de la population et des soldats ; Suspension du chef d'état-major de l'armée de terre
- **Burundi** : Dérive du parti au pouvoir vers un monopartisme ; La loi régissant l'opposition politique
- **Rwanda** : Violation des Droits de l'Homme ; Le bras de fer continue entre Kagame et les bailleurs

► Actualité du Plaidoyer (p.5-6)

Nouvelle collègue à EurAc ; Assemblée Générale d'EurAc ; EurAc condamne le soutien du Rwanda et de l'Ouganda au M23 ; L'ONU et l'UA n'ont pas réussi à vaincre la LRA ; RDC : L'homme qui répare les femmes ; Rwanda : Détruire l'environnement pour construire ; Burundi : Déjà un an pour Hassan Ruvakuki, etc.

► Principaux documents reçus (p. 7 - 8)

Editeur responsable

Donatella ROSTAGNO
Rue des Tanneurs, 165
1000 Bruxelles (Belgique)
Tél. + 32 2/502 33 12
Fax + 32 2/ 502 21 42

Secrétariat :

Donatella Rostagno; Else Boonstra, Joseph Ntamahungiro.

Courriel : donatella.rostagno@eurac-network.org

N.B. : Les textes ainsi que les informations sélectionnées ne représentent pas nécessairement les positions des membres du réseau

► Grands Lacs

► La vie très dure pour beaucoup d'enfants dans la région des Grands Lacs

La vie est particulièrement dure pour de nombreux enfants des pays de la région des Grands Lacs. Dans un récent reportage, Syfia Grands Lacs attire l'attention sur la problématique des conditions dans lesquelles doivent vivre les enfants issus de familles pauvres, démunies ou violentes. Dans la majorité des cas, les conditions difficiles dans lesquelles les enfants vivent les poussent à quitter la maison et leur village pour se rendre dans des villes où ils deviennent enfants de la rue et apprennent à se débrouiller pour survivre. Au **Burundi**, les enfants sont privés d'une enfance normale à cause de la pauvreté. Dès que leur âge le permet, ils sont obligés d'aider leurs parents dans les champs et s'occuper de travaux physiques bien trop lourds pour eux. Non seulement ils n'ont pas de temps pour les loisirs, ils n'ont pas non plus le temps de se consacrer aux études, ce qui a pour conséquence que dans la majorité des cas, ils échouent à l'école. En **RDC**, les enfants issus de familles pauvres ou les orphelins sont confrontés à des conditions de vie très difficiles à supporter. Ils se retrouvent à travailler dans les carrières minières du Kivu, doivent travailler dans des conditions épouvantables pour la santé et la sécurité, tout cela pour un très maigre salaire (de 1,5 \$ à 3 \$ par jour). La peur de pénétrer dans les puits à des mètres de profondeur les pousse à consommer de grandes quantités d'alcool et de drogues. Le même triste sort est réservé aux enfants du Nord Kivu nés hors mariage. Ils sont stigmatisés et sont cachés par leurs pères car la société ne les accepte pas. De ce fait, ils n'ont aucun droit à l'héritage, ce qui les oblige à vivre dans la pauvreté pour le reste de leur vie. Quelle que soit la raison pour laquelle ils doivent quitter leurs familles, tous ces enfants atterrissent dans la rue. Ils sont alors maltraités par les plus grands et par les adultes, sont exposés à la prostitution, à la drogue et sont condamnés à gagner leur vie par le vol. Certains deviennent des « chiens de chasse » au service des groupes armés. Au **Rwanda**, le même sort touche les enfants dont les parents sont décédés, se sont remariés ou sont emprisonnés et qui, par conséquent, sont incapables de les nourrir, de les scolariser et de les protéger.

Dans tous ces cas, les enfants sont obligés de trouver des solutions pour se nourrir et se protéger tout seuls. Tous ces enfants sont obligés de quitter l'école car ils n'ont pas de moyens pour la payer. Le calvaire de tous ces enfants nous interpelle. En effet, dans la majorité des cas, tous sont bien conscients que la seule solution pour avoir une vie saine serait de fréquenter l'école et sortir de l'analphabétisme. C'est pourquoi plusieurs enfants interviewés par Syfia disent espérer trouver une personne physique ou morale qui leur permette de quitter la rue et se rendre à l'école pour pouvoir mener, enfin, une vie d'enfants. (dr)

► Déclaration de la COSOC-GL sur la sécurité dans la région des Grands Lacs

Les représentants des organisations de la société civile de la Région des Grands Lacs d'Afrique, réunis au sein de la Coalition de la Société civile de la Région des Grands Lacs contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (COSOC-GL), se sont réunis dans un atelier de formation tenu à Bujumbura du 5 au 7 novembre 2012 sur l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE). Dans leur [déclaration](#) finale, tout en reconnaissant les efforts menés par la CIRGL, l'UA, la SADC et l'ONU dans la recherche de consolidation de la paix dans la région, ces associations condamnent « *la persistance des conflits et le regain des violences à l'Est de la RDC, ainsi que toutes les violations massives graves des droits de l'homme à l'endroit des paisibles citoyens* ». Les signataires exigent la cessation immédiate des hostilités à l'Est de la RDC et le retour des déplacés et réfugiés dans leurs milieux d'origine. Ils recommandent à la CIRGL, entre autres, de poursuivre ses efforts pour ramener la paix dans la région, de s'investir pour la résolution des conflits à l'Est de la RDC et de « *soutenir la mise en œuvre des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs à la réforme du secteur minier à l'Est de la RDC* ». Ils recommandent à la communauté internationale de soutenir les efforts de la CIRGL et « *d'arrêter des mesures conséquentes et appropriées à l'encontre des auteurs de crimes de guerre, crimes de génocide, crimes économiques et violations du Droit International Humanitaire* ». (dr)

► Soirée de gala pour la paix dans les Grands Lacs

Le 3 novembre 2012, le Réseau international des Femmes pour la Démocratie et la Paix (RiFDP) a organisé une [soirée de gala](#) pour la paix en Afrique des Grands Lacs. Plus d'une centaine de personnes y ont pris part. Trois orateurs ont parlé de la situation actuelle au Burundi, en RDC et au Rwanda respectivement sur les thèmes « [Le Burundi est-il pacifié et démocratique ?](#) », « [L'insécurité et les massacres à l'Est de la RDC](#) », « [Quel sera, d'après les jeunes, le Rwanda de demain ?](#) » En résumé, le Burundi n'est ni pacifié, ni démocratique ; la violence en RDC est planifiée dans une logique de balkanisation, les jeunes Rwandais rêvent d'un Rwanda démocratique, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Les participants ont observé une longue minute de silence en communion avec Mme Victoire Ingabire, membre fondateur du RiFDP, qui venait d'être condamnée injustement à huit ans de prison. (dr)

► RDC

► Prise de la ville de Goma par le M23

Le 20 novembre 2012, les troupes rebelles du M23, rebaptisées l'Armée révolutionnaire congolaise (ARC), ont pris respectivement le contrôle de l'aéroport, du centre ville, et les quartiers de la ville de Goma, capitale régionale du Nord-Kivu, sans rencontrer aucune résistance ni de l'armée congolaise, ni de la MONUSCO. Selon une lettre datée du 26 novembre du [coordinateur du groupe d'experts de l'ONU sur la RDC](#), Goma a été prise avec le concours des armées rwandaise et ougandaise. En effet, peut-on lire dans ce document, «*le gouvernement du Rwanda, avec le support d'alliés au sein du gouvernement ougandais, a créé, équipé, entraîné, conseillé, renforcé et directement commandé la rébellion du M23 (...). Quand le M23 a débuté son offensive sur Goma, il a bénéficié du support direct de l'armée rwandaise*», notamment dans des combats aux abords du village de Kibumba, le 17 novembre. Environ 1 000 soldats rwandais, entrés en RDC par le poste-frontière de Kabuhanga, ont assisté le M23 dans son attaque. Toujours selon le document, [durant l'offensive vers Goma](#), l'équipement du M23 était en partie d'origine rwandaise, tels que des mortiers de 120 millimètres que le colonel Makenga a obtenus grâce à des réseaux au Rwanda et en Ouganda. Par ailleurs, le commandement de l'offensive même a été dirigé par le colonel Makenga (M23) et le général rwandais Emmanuel Ruvusha selon les ordres donnés en haut lieu par les généraux Kabarebe, Nziza et Kayonga depuis Kigali. Comme d'habitude, les autorités rwandaises ont fermement nié tout soutien à la rébellion du M23 mais sans convaincre personne. Comme toujours également, selon les témoignages de Médecins Sans Frontières (MSF), les nouveaux combats dans la région de Goma ont provoqué d'importants mouvements de population et notamment le déplacement de camps entiers de réfugiés encadrés par cette ONG qui, depuis deux mois, comptaient plus de 60.000 déplacés. En quelques jours, devant l'avancée des rebelles, ces déplacés ont tous fui dans la panique et ont recréé un camp encore plus grand à l'ouest de Goma avec plus de 100.000 déplacés qui se sont retrouvés sans aucun abri, sans accès à l'eau, sans aucune nourriture, alors qu'une partie d'entre eux sont porteurs de choléra. (jn)

► Colère et incompréhension sur le comportement du gouvernement

Depuis la chute de Goma, la population et les soldats congolais [ne décolèrent pas](#) contre le Président Joseph Kabila et le haut commandement de l'armée congolaise. En effet, la ville de Goma est tombée sous le contrôle des mutins du M23, quasiment sans combats. Les rebelles n'ont rencontré aucune résistance ni de l'armée congolaise, ni de la MONUSCO. Pourquoi ? Selon des soldats qui étaient sur le front, alors qu'ils avaient enfoncé les lignes ennemies, ordre leur avait été donné d'arrêter les combats et de se retirer, laissant ainsi leurs positions au M23. Le porte-parole de l'armée et celui du gouvernement ont parlé de «repli stratégique pour se réorganiser», mais les [soldats parlent de trahison](#). Par ailleurs, les soldats se sont rendu

compte que l'ennemi était informé de leurs mouvements. Face à cette situation, la population a organisé des manifestations interdites aussitôt par le gouvernement car contre le gouvernement et la MONUSCO. Quant aux soldats, ils étaient en grande partie démoralisés et écœurés et beaucoup ont choisi de fuir, alors que certains se sont livrés à des exactions et des pillages pour leurs comptes personnels. Le 3 décembre 2012, le ministre congolais de la défense a eu beau démentir devant le Sénat qu'aucun ordre n'avait été donné pour une trêve ou un repli, mais il n'a guère convaincu.

Suite à plusieurs pressions internationales et régionales, mais sans doute aussi à des promesses dont on ne saura peut-être jamais la teneur, les soldats du M23 se sont retirés des villes de Goma et de Sake qu'ils avaient prises, non sans avoir vidé toutes les banques et minerais de la Ville de Goma et nommé dans les différentes administrations de la ville des individus qui leur sont proches. Le pouvoir de Kinshasa devait commencer rapidement à Kampala des pourparlers directs avec le M23 pour trouver une solution politique à la crise. Le chef du M23 a d'ailleurs averti que son armée reviendrait à Goma si les négociations échouaient. En attendant, Goma a [accueilli le retour de l'armée](#) congolaise qui n'est que l'ombre d'elle-même. (jn)

► Suspension du chef d'état-major de l'armée de terre

Le 22 novembre 2012, le Président a suspendu de ses fonctions le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Gabriel Amisi. Il est [l'ONU](#) qui l'accuse d'être impliqué dans des opérations destinées à divers groupes armés. *"enquête approfondie afin de déterminer les responsabilités dans ce trafic illégal"* selon le rapport de l'ONU, Amisi est coupable puisque "les forces armées congolaises d'être la proie de réseaux criminels et de s'enrichir à l'exploitation des ressources naturelles et la contrebande d'ivoire mené par les groupes armés". Amisi sera-t-il sanctionné ? Pour le remplacer, le Président a nommé le général François Olinga, avec pour mission de relever le moral des troupes. Plus d'un mois après la prise de la ville de Goma, cependant, la réussite du nouveau commandement de l'armée de terre congolaise car l'armée souffre de nombreux problèmes : l'inefficacité avérée de ses unités, le manque de stratégies, un climat de défiance par des ordres contradictoires, l'insécurité, la déficience de renseignements, les détournements de la solde et des armes au front, pour ne citer que ceux-là. (jn)

► Burundi

► Dérive du parti au pouvoir vers un monopartisme de fait

Le 23 novembre 2012, Syfia Grands Lacs a publié un article intitulé « *Nombreuses adhésions contraintes au parti au pouvoir* » qui révèle la volonté du Conseil national pour la défense de la démocratie- Forces de défense de la démocratie (CNDD/FDD) de contraindre tous les Burundais à adhérer à ce parti, comme au temps du monopartisme. Selon un habitant de Bujumbura cité par Syfia, « *on n'a pas de choix, qu'on aime le parti CNDD/FDD ou pas, on doit y adhérer* » car entrer dans ce parti est devenu incontournable. En effet, « *pour être engagé pour un simple travail d'enseignement, on m'avait exigé d'être de ce parti. Heureusement, Dieu m'avait sauvé et j'avais eu du boulot ailleurs sans devoir être remorqué dans un système que je ne veux pas* ». Un autre citoyen de la région de Ngozi a témoigné sur le cas d'un commerçant de Ngozi qui s'est vu refuser la place pour son commerce parce qu'il n'est pas du parti. Selon d'autres témoignages, « *dans les collines, les gens qui ne sont pas militants de ce parti ne se sentent pas à l'aise, car ils sont toujours surveillés et quelques fois dénoncés de ne pas l'être, comme si c'était un péché* ». Certains habitants s'y inscrivent donc par peur de se faire persécuter. Pire, des Burundais adhèrent au parti «pour se voir dédouanés de leurs fautes ou pour protéger des intérêts acquis illégalement comme en témoigne un ancien partisan du Front pour la libération nationale (FNL) dont la maison construite sans respect des normes allait être démolie ». Depuis son inscription au parti, sa maison a été préservée. De même, pour s'assurer l'impunité, d'anciens criminels de guerre adhèrent au parti pour être graciés. (jn)

► Loi régissant l'opposition politique

Le 14 novembre 2012, le Président de la République a promulgué la [Loi portant statut de l'opposition politique](#) au Burundi. Composée de 27 articles, cette loi paraît au premier abord très favorable à la démocratie. En effet, plusieurs de ses articles accordent aux partis d'opposition un bon nombre de droits tel que celui d'exprimer ses opinions politiques et même de bénéficier de « *considérations protocolaires lors des cérémonies et réceptions officielles* ». Cette situation idyllique est assortie cependant de menaces brandies par l'article 21, à savoir : « *Tout responsable ou membre de l'opposition qui se rend coupable de propos mensongers, calomnieux, diffamatoires tendant à perturber la paix et la sécurité d'acte de violence dans l'exercice des droits garantis par la présente loi, sera puni d'une peine de 30 à 90 jours d'emprisonnement et/ou une amende de 100.000 à 500.000 FBu. En cas de récidive la peine est portée au double. Lorsque l'acte prohibé occasionne des lésions corporelles ou la mort, les dispositions pertinentes du code pénal s'appliquent* ». A voir les traitements infligés à l'ADC-Ikibiri après la promulgation de cette loi, on comprend que la seule opposition acceptée par le parti au pouvoir est celle qui est son satellite. (jn)

► Rwanda

► Violation des Droits de l'Homme

Dans un [article](#) publié le 5 novembre 2012, la Ligue rwandaise pour la promotion et la défense des Droits de l'Homme (LIPRODHOR) dénonce la destruction méchante et massive de la bananeraie au Rwanda suite à « *la politique de la consolidation des terres et la régionalisation des cultures* » mise en place par le gouvernement depuis 2007. La LIPRODHOR illustre la dérive de cette politique par le calvaire vécu par un habitant de la cellule Gisagara, secteur Ndora, district Gisagara, le 11 octobre 2012. Lors des travaux communautaires appelés Umuganda, la population de 9 villages participant à ces travaux « *s'est précipité dans sa bananeraie et l'a coupée complètement sous prétexte qu'elle souffrait de la maladie dite kirabiranya alors qu'il n'en était rien* ». Selon La LIPRODHOR, « *ce projet macabre de couper les bananeraies a débuté en juillet 2012. On a commencé par l'espèce gisubi, mais actuellement on détruit toutes les espèces* », afin de planter du maïs à la place. La LIPRODHOR rappelle qu'il s'agit là d'« *une violation flagrante de l'art.17 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui stipule que 'toute personne aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.'* » (jn)

► Le bras de fer continue entre le Président Kagame et les bailleurs

Selon Jeune Afrique, le 23 novembre 2012, le Président Kagame est entré dans une « *colère glaciale* » alors qu'il venait d'apprendre que le dernier rapport des experts de l'ONU mettait directement en cause la hiérarchie militaire rwandaise dans le soutien aux rebelles congolais du M23. L'Iron Man de Kigali a déclaré : « *Nous ne sommes pas un troupeau de vaches que l'on conduit à l'aveuglette. Nous sommes les maîtres des vaches. Nous sommes un petit pays, mais nous ne sommes pas un petit peuple. Nous sommes pauvres, mais nous sommes riches de notre intelligence. Personne ne nous empêchera d'exercer nos responsabilités, sans peur, sans reproches.* » Ces propos ne semblent pas avoir fait peur à son deuxième allié, après les Etats-Unis, qu'est le Royaume Uni qui est également le second contributeur bilatéral du Rwanda. Le 30 novembre, ce pays a annoncé qu'il ne verserait pas au Rwanda la prochaine tranche d'aide budgétaire d'un montant de 21 millions de livres (33,7 millions \$), en raison de son soutien au mouvement rebelle du M23. Selon des chiffres officiels, au cours des quatre dernières années, le Royaume-Uni a accordé au total 265 millions de livres d'aide au Rwanda. Pour rappel, suite justement à la publication du rapport de l'ONU, plusieurs bailleurs ont décidé de suspendre ou de diminuer les montants de leurs aides au Rwanda. Comme pour les narguer, le Président Kagame a lancé *Agaciro Found* pour montrer que son pays peut se passer de ces aides. (jn)

ACTUALITE DU PLAIDOYER

► Nouvelle collègue à EurAc

C'est avec un grand plaisir et beaucoup de joie que l'équipe d'EurAc a souhaité la bienvenue à Mme Else Boonstra comme nouveau membre de cette équipe en tant que Secrétaire Exécutif Adjoint d'EurAc. Else apporte à EurAc une longue expérience de plaidoyer et une connaissance profonde des institutions de l'Union Européenne, ainsi que beaucoup d'enthousiasme pour renforcer l'équipe d'EurAc et le travail d'accompagnement du réseau. Else est déjà très bien intégrée dans l'équipe et a déjà apporté un nouvel élan au travail du secrétariat.

Else est joignable à l'adresse email else.boonstra@eurac-network.org (dr)

► Assemblée Générale d'EurAc

A l'invitation des membres néerlandais d'EurAc, l'Assemblée Générale (AG) du réseau s'est tenue les 29 et 30 novembre à La Haye/Pays-Bas. Au cours de la première journée, les membres des Groupes de Travail Thématiques (GTT) ont eu l'opportunité de se rencontrer et de réfléchir au Plan Stratégique de Plaidoyer 2013 sur les trois thématiques clé d'EurAc que sont la sécurité, la démocratisation et les ressources naturelles. Le 29, un séminaire public a été organisé sur la thématique du rôle de la justice internationale et locale dans la lutte contre l'impunité dans la région des Grands Lacs. Pour cette occasion, EurAc a bénéficié des interventions de Jean Claude Katende, président de l'Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme (ASADHO), de Laura Davis, chercheuse et experte de justice transitionnelle et de Jean-Philippe Kot de l'ONG Avocats Sans Frontières (ASF). Les trois intervenants ont apporté une contribution et une réflexion profonde sur les thématiques qu'ils ont développées et ont permis aux membres d'EurAc de réfléchir sur les nécessités de plaidoyer sur la thématique de l'impunité. La journée du 30 novembre a été consacrée à l'AG proprement dite au cours de laquelle Joackim Wohlfeil, Diakonia (Suède) a été élu comme nouveau membre du Conseil d'Administration (CA) d'EurAc. Suite à leur demande d'adhésion, les ONG RCN-Justice et Démocratie et Jesuïte European Social Center ont été admis en tant que nouveaux membres du réseau. L'ONG allemande ÖNZ a aussi demandé de réintégrer le réseau EurAc et a été accueilli avec satisfaction par les autres membres. En termes de priorités thématiques, EurAc continuera en 2013 à développer son analyse sur les minerais de conflit, sur la réforme du secteur de la sécurité et sur les processus de démocratisation et électoraux dans les pays de la région des Grands Lacs. (dr)

► EurAc condamne le soutien du Rwanda et de l'Ouganda au M23

EurAc a publié, le 20 novembre 2012, le [communiqué](#) intitulé «L'UE doit exercer une pression forte sur le

Rwanda et l'Ouganda pour qu'ils cessent leur soutien au M23 » dans lequel le réseau exprime toute sa préoccupation par rapport à la situation sécuritaire à l'Est de la RDC. En effet, suite à la décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le rôle du Rwanda et de l'Ouganda dans le conflit en RDC. EurAc attendait un communiqué de presse de l'ONU, mais le communiqué du groupe rebelle, les responsables de la situation sécuritaire au Nord-Kivu. Les initiatives prises par l'ONU, la prise de sanctions contre le Rwanda et l'Ouganda, la violation de graves violations de la CIRGL en fait. Elle demande que la communauté internationale prenne des actions efficaces et durables. Elle s'engage dans l'avenir et plaide enfin pour que les Etats membres de l'ONU prennent des mesures militaires et se mettent en accord avec le gouvernement congolais et à l'égard de la CIRGL et à l'égard de la justice internationale et locale. Elle plaide enfin pour que les acteurs de la société civile, les défenseurs des droits humains, les ONG congolaises et de

► L'ONU et le M23 ont réussi à vaincre l'Armée de république démocratique du Congo

Presque six mois après l'adoption de la résolution 1816 de l'ONU visant à l'Armée de république démocratique du Congo, le [communiqué conjoint](#) rédigé par le gouvernement congolais et l'Armée de république démocratique du Congo n'a pas atteint ses objectifs. En prévision de la tenue de la 67^e session de l'Assemblée générale de l'ONU sur la I. Les causes de la situation politique sont l'indifférence mondiale et la mission de maintien de la paix au moment où l'Armée de république démocratique du Congo et après la divulsion de la mission de maintien de la paix par le gouvernement congolais. Les derniers développements de la situation offrent des opportunités pour le réseau. L'inefficacité de la mission de maintien de la paix de l'ONU est une

ONU-UA qui s'illustre en ce moment à propos de la probable intervention militaire au Mali, est aussi une grande source de préoccupation. Or, la communauté internationale a un rôle clé à jouer dans le soutien des efforts de l'ONU et de l'UA. (dr)

► RDC: L'homme qui répare les femmes

La journaliste et reporter belge Colette Braeckman consacre son dernier [livre au docteur Denis Mukwege](#), le gynécologue qui accompagne les femmes violées dans l'Est de la RDC, et contre qui une tentative d'assassinat a été commise le 25 octobre 2012. Elle y décrit, à travers le témoignage du docteur Mukwege, le calvaire des femmes victimes de viol dans l'Est du Congo dans le contexte des conflits armés récurrents dans la région. Colette Braeckman montre encore son engagement dans sa passion pour l'Afrique centrale en général et la RDC en particulier. Elle décrit comment les multiples causes des conflits dans ce pays ont conduit à une violence <particulièrement odieuse>. Cependant, même si on ressent à travers sa plume la colère et l'écœurement du docteur Mukwege, comme lui, elle ne cède jamais à la fatalité. Pour rappel, le docteur Mukwege, qui pratique la médecine dans son hôpital de Panzi (Sud-Kivu) depuis 1999, s'est spécialisé dans les soins sanitaires et psychologiques prodigués aux femmes violées alors que la violence sexuelle et les mutilations sont devenues monnaie courante dans son pays. Il a acquis la notoriété d'expert au premier plan sur la question des réparations des blessures résultant de cette violence. Il a été nommé pour le Prix Nobel de la Paix et il a reçu de nombreux prix internationaux. Le 25 septembre 2012, le docteur Mukwege a prononcé un discours très impressionnant aux Nations Unies dans lequel il dénonce l'inertie du Président Kabila et de son gouvernement dans la lutte contre l'impunité pour les viols commis en RDC. Après la tentative d'assassinat dont il a été objet à Bukavu, il a trouvé momentanément refuge en Belgique. (eb)

► Rwanda: Détruire l'environnement pour construire

Dans sa livraison du 9 novembre 2012, Syfia Grands Lacs a publié un article intitulé, «*Rwanda: Détruire l'environnement pour construire*». Selon l'article, «*pour faire face au boom de la construction, de plus en plus, d'agriculteurs creusent activement les collines pour en extraire pierres et sable car c'est plus rentable que de cultiver. Du coup, l'érosion s'accroît, les terres sont emportées, des gens meurent chaque année car, malgré la loi, rares sont des mesures prises pour réaménager l'environnement détruit*». A titre d'exemple, selon le Ministère en charge des désastres, les pluies diluviennes qui ont ravagé le pays à la fin d'octobre 2012 ont provoqué la mort de 23 personnes, détruit près de 1.200 maisons et 205 hectares de cultures. Des infrastructures publiques dont des bâtiments scolaires, des routes et des ponts ont aussi été endommagés. Pourtant, la loi sur la protection de l'environnement oblige la réhabilitation de l'espace creusé. Mais les obligations légales ne sont pas toujours suivies, à l'image de certaines sociétés qui creusent profondément les flancs des montagnes avec de la dynamite et de lourds engins pour en extraire les matériaux, n'honorent pas leurs engagements. (jn)

► Burundi: Hassan Ruvakuki. Déjà un an derrière les barreaux

Dans un [communiqué](#) publié le 28 novembre 2012, Reporters Sans Frontières (RSF) s'insurge contre le fait que le journaliste Hassan Ruvakuki vient de passer un an en prison malgré la mobilisation de la presse burundaise et des associations internationales de défense de la liberté de la presse. RSF rappelle que ce journaliste de *Bonesha FM* et correspondant du service en swahili de *Radio France Internationale (RFI)* a été condamné en première instance (juin 2012) à la prison à perpétuité pour "terrorisme". Il est accusé faussement alors qu'il n'a fait que son devoir d'informer. RSF lance un appel pour continuer la mobilisation en sa faveur et espère le voir rapidement libéré. (jn)

► RDC: Positions de la société civile sur le conflit du Kivu

Plusieurs associations membres de la société civile congolaise ont pris position face à la guerre qui déchire l'Est de la RDC. Dans un communiqué publié le 19 novembre 2012, [AETA](#) affirme être «*très préoccupée*» par la reprise des affrontements armés qui opposaient les forces loyalistes appuyées par la MONUSCO aux mutins-agresseurs du M23, aux alentours de la ville de Goma. Elle «*interpelle tous les acteurs politiques, toutes tendances confondues, et les acteurs sociaux à dépasser leurs divergences qui les minent et divisent au profit de l'intérêt majeur de la Nation, de l'unité et de l'intégrité territoriales*». De son côté, le [CAFCO](#) a publié un communiqué le 21 novembre 2012 dans lequel il dénonce «*l'agression et l'atteinte de la souveraineté et de l'intégrité territoriale*» de la RDC par les M23, le Rwanda et l'Ouganda en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, de l'Acte Constitutif de l'Union Africaine et du Pacte sur le Protocole de non agression et de défense mutuelle dans la Région des Grands Lacs. Pour sa part, le [RODHECIC](#) a publié un communiqué, le 26 novembre 2012 dans lequel il affirme être «*en colère contre le chef de l'Etat, le gouvernement et les partis politiques de la majorité présidentielle qui n'arrivent pas à résoudre durablement la problématique de la sécurité et de la protection des populations et des territoires de la RDC*». Le RODHECIC dénonce la non application des nombreuses décisions et résolutions des Nations Unies, de l'Union Africaine et de la CIRGL sur ce conflit. (jn)

► RDC: Positions de ASF et du RENADHOC sur le procès Chebeya

Le 13 novembre 2012, le Réseau National des ONG des Droits de l'Homme ([RENADHOC](#)) a publié un communiqué dans lequel il annonçait qu'il participerait à la prochaine audience du procès Chebeya, prévue le 27 novembre. Par contre, à l'instar de la Voix des Sans Voix, Avocat Sans Frontières ([ASF](#)) a décidé de se retirer du procès après avoir acquis «*la certitude et la preuve de l'assujettissement de la justice militaire au pouvoir d'Etat*» qui garantit l'impunité de Numbi (jn).

Documents sur la région des Grands Lacs ≡ Novembre 2012

Cette liste présente une sélection, forcément partielle, des principaux documents reçus à EURAC durant le mois écoulé. Le contenu des documents n'engage que leurs auteurs et ne reflète pas l'opinion d'EurAC ou de ses membres. Tous ces documents ont un lien hypertexte et peuvent donc être téléchargés à partir de la version électronique de ce bulletin. Ils renvoient à notre site web ou vers le site web des institutions qui les ont publiés. Si vous rencontrez des problèmes de téléchargement ou si vous n'avez accès qu'à une version papier de ce bulletin, nous vous les enverrons volontiers par courrier électronique (passez dans ce cas votre commande à l'adresse : secretariat@eurac-network.org)

► Perspectives régionales

[Redresser le cap. Mise en œuvre de la stratégie Onusienne régionale de lutte contre la LRA](#)

ASADHO et autres, Kinshasa, 05/12/12, 48 p.

[Les Evêques d'Afrique appellent à l'arrêt de la guerre et au respect de l'intégrité territoriale de la RD Congo](#)

Caritas Africa, Kinshasa, 22/11/12, 5 p.

[The bloody conflict you didn't read about this week is in Congo, and it threatens to redraw the map of Africa](#)

Anjan Sundaram, Washington, 20/11/12, 6 p.

[Déclaration de la COSOC-GL relative à la situation sécuritaire dans la région des Grands Lacs d'Afrique](#)

COSOC-GL, Bujumbura, 07/11/12, 3 p.

[L'Union Européenne doit exercer une pression forte sur le Rwanda et l'Ouganda pour qu'ils cessent leur soutien au M23](#)

EurAc, Bruxelles, 20/11/12, 3 p.

[Soirée de gala pour la paix en Afrique centrale](#)

RiFDP, Enghien, 03/11/12, 7 p.

[Participation politique et renforcement du pouvoir économique des femmes dans les pays sortant d'un conflit](#)

International Alert, Londres, 30/07/12, 56 p.

► RDC: ONU

[Rapport final des experts de l'ONU sur la RDC](#)

Conseil de sécurité, New York, 12/10/12, 44 p.

► RDC: Armée

[Soupçons de trahison après la débacle de l'armée](#)

Le Nouvel Observateur, Paris, 10/12/12, 3 p.

► RDC: Conflits au Kivu

[Goma, éviter une nouvelle guerre régionale](#)

ICG, Bruxells, 20/11/12, 3 p.

[From CNDP to M23](#)

Jason Stearns, Nairobi, 01/11/12, 76 p.

[Insécurité à l'Est et causes des massacres des populations](#)

Justine M'poyo Kasa-Vubu, Enghien, 03/11/12, 4 p.

[La chute de Goma](#)

J-C. Willame, Bruxelles, 23/11/12, 2 p.

► RDC: Eglises

[Peuple congolais, lève-toi et sauve ta patrie](#)

CENCO, Kinshasa, 05/12/12, 5 p.

[Aider les enfants marginalisés à grandir pour se débrouiller eux-mêmes demain](#)

Caritas Développement, Bukavu, 15/11/12, 4 p.

► RDC: Humanitaire

[Marchandises de guerre : Des communautés révèlent le vrai prix du conflit dans l'Est de la RDC](#)

Oxfam, Oxford, 20/11/12, 32 p.

[Besoins humanitaires croissants à Goma](#)

IRIN, Goma, 29/11/12, 4 p.

► RDC: Justice

[La Procureure de la CPI examine les crimes du M23](#)

FH, La Haye, 21/11/12, 1 p.

[Déclaration du Procureur de la CPI sur les crimes du M23](#)

CPI, La Haye, 21/11/12, 2 p.

[Procès Chebeya, la VSV se retire](#)

VSV, Kinshasa, 07/11/12, 2 p.

[Le Réseau Avocats Sans Frontières se retire du procès Chebeya](#)

ASF, Paris, 15/11/12, 2 p.

[Procès Chebeya : RENADHOC reste 'présent' à l'audience du 27 novembre 2012](#)

RENADHOC, Kinshasa, 13/11/12, 3 p.

► RDC: Politique

[Le Congo est-il gouverné ?](#)

Agora Vox, Kinshasa, 21/11/12, 4 p.

► RDC: Presse

[JED et RSF demandent la libération immédiate de trois journalistes](#)
RSF, Paris, 23/11/12, 1 p.

[OLPA inquiet par la détention prolongée d'un journaliste par l'ANR à Kinshasa](#)
OLPA, Kinshasa, 22/10/12, 2 p.

► RDC: Santé

[L'homme qui répare les femmes : Violences sexuelles au Congo. Le combat du Dr Mukwege](#)
Colette Braeckman, Bruxelles, 07/11/12, 25 p.

[Les conflits ne sont pas seuls à tuer en RD Congo](#)
Agencetropiques, Kinshasa, 02/11/12, 3 p.

► RDC: Société civile

[Communiqué sur la déstabilisation de la RDC par des forces extérieures](#)
RODHECIC, Kinshasa, 24/11/12, 3 p.

[Déclaration sur la reprise de la guerre au Nord-Kivu](#)
AETA, Kinshasa, 19/11/12, 4 p.

[Déclaration des Femmes Congolaises relative à l'occupation de la Ville de Goma par le M23](#)
CAFCO, Kinshasa, 21/11/12, 6 p.

[Six mois après l'investiture du Gouvernement Augustin Matata Ponyo. Quel bilan sur l'échiquier des Droits de l'Homme ?](#)
RENADHOC, Kinshasa, 13/11/12, 8 p.

► Burundi: Droits de l'Homme

[Situation des Droits de l'Homme en septembre 2012](#)
APRODH, Bujumbura, 31/10/12, 27 p.

[Le ministre de la sécurité publique salue l'action des Imbonerakure](#)
Journal Iwacu, Bujumbura, 11/12/12, 2 p.

[Quelles réparations pour les victimes des différents crises qui ont endeuillé le Burundi ?](#)
Journal Iwacu, Bujumbura, 16/11/12, 3 p.

► Burundi: Justice

[Oser une refondation de la justice en Afrique : Attentes citoyennes et alternatives au Burundi](#)
Dominik Kohlhagen, Antwerpen, 31/10/12, 19 p.

[Population carcérale au Burundi en septembre 2012](#)
APRODH, Bujumbura, 31/10/12, 1 p.

► Burundi: Politique

[Loi portant statut de l'opposition politique au Burundi](#)
Président Pierre Nkurunziza, Bujumbura, 14/11/12, 4 p.

[Scrutin de 2015 au Burundi, un parcours semé d'embûches](#)
IRIN, Bujumbura, 05/11/12, 5 p.

► Burundi: Presse

[Hassan Ruvakuki : Déjà un an derrière les barreaux](#)
RSF, Paris, 28/11/12, 1 p.

► Burundi: Problèmes fonciers

[La CNTB et la question de la réhabilitation du sinistré dans ses droits](#)
Sérapion Bambonani, Rumonge, 06/11/12, 4 p.

► Burundi: Réfugiés

[Déplacés : Graves séquelles d'une réconciliation inachevée.](#)
Salvator Sunzu, Bujumbura, 20/11/12, 4 p.

[Les ex-réfugiés burundais de Tanzanie face à l'impasse foncière](#)
AFP, Bujumbura, 28/11/12, 2 p.

► Burundi: Société civile

[Analyse sur l'état d'exécution du budget au 30 juin 2012](#)
OAG, Bujumbura, 30/09/12, 121 p.

► Rwanda: Coopération

[Soumission de Human Rights Watch au Comité parlementaire britannique de développement international \(IDC\) concernant l'aide britannique au Rwanda](#)
HRW, New York, 01/11/12, 8 p.

[Les Etats-Unis devraient pousser le Rwanda à cesser son soutien au M23](#)
HRW, Washington, 21/11/12, 4 p.

[En soutenant les mutins du Kivu, Kigali joue gros](#)
Colette Braeckman, Bruxelles, 19/11/12, 1 p.

[La vache et la lance](#)
JA, Paris, 27/11/12, 2 p.

[Relations with Rwanda must be urgently reviewed](#)
David. Mepham, London, 08/11/12, 2 p.

► Rwanda: Droits de l'Homme

[Gisagara – Problèmes liés à la consolidation des terres et à la régionalisation des cultures](#)
LIPRODHOR, Kigali, 05/11/12, 3 p.

► Rwanda: Eglises

[8.000 jeunes africains se recueillent au Rwanda](#)
Jambo news, Bruxelles, 15/11/12, 2 p.

► Rwanda: Génocide

[Tribunal Pénal International pour le Rwanda : Quel bilan ?](#)
André Guichaoua, Bujumbura, 27/11/12, 4 p.

► Rwanda: Presse

[Le journaliste Gatera Stanley condamné à un an de prison ferme](#)
Jambo news, Bruxelles, 16/11/12, 2 p.

► Rwanda: Société civile

[Jeunesse rwandaise, jeunesse engagée ?](#)
Jambo news, Bruxelles, 29/11/12, 6 p.